



## L'UDAF de l'OISE s'associe au **GRAND DEBAT NATIONAL** Réunion le 07 mars 2019

---

Dans le cadre du **Grand débat national**, l'UDAF de l'OISE a tenu une réunion le 07 mars 2019 à 18h00 dans ses locaux de Beauvais afin de faire remonter propositions et questions concernant la « Famille » autour des 4 thèmes proposés :

- Démocratie et citoyenneté
- La fiscalité et les dépenses publiques
- Organisation de l'Etat et des services publics
- La transition écologique

Cette rencontre a été animée par M. Daniel HIBERTY. Elle a rassemblé les administrateurs et chefs de service.

### Participants :

#### Administrateurs :

Henri BACLET - Félicité BUKATARI - Pascal CABARET - Yvonne COUROUBLE - Eric DESSY - Charly HEE - Daniel HIBERTY - Christine JUDEK - Georgette LEMAIRE - Michel LEROY - Louis Joseph MESLIEN - Pol Henri MINVIELLE – Simone Monette VASSEUR

#### Salariés :

Nicole ALLEGRET, Chef de service AGBF  
Emmanuel GALL, Chef de service MJPM Creil  
Rhode JACQUES, Chef de service MJPM Beauvais

### Grand débat national :

**Objectif :** faire remonter nos propositions et questions concernant plus particulièrement la Famille, le logement, l'éducation, la santé..... à l'UNAF, à la Préfecture.

Ce ne sont pas des échanges et toute prise de position sera notée.

**Conditions :** Il est nécessaire qu'un garant soit présent.

Le président perd son rôle de président pour devenir animateur.

L'intérêt est de laisser les personnes s'exprimer même si leur position est minoritaire.

## ⇒ Démocratie et citoyenneté

- La reconnaissance des associations dans les diverses actions de la société : aucune, malgré le fait qu'on leur accorde un énorme travail et qu'elles ont le mérite de créer ou maintenir du lien social
- De ce fait : le statut du bénévole est à reconnaître et à valoriser : pas seulement éloges et médailles, remboursement des frais, mais aussi certains avantages sociaux
- Reconnaissance par participation à certaines représentations
- Le pouvoir tel qu'organisé aujourd'hui, n'est pas démocrate : le Président, le premier ministre, députés, etc.... détiennent le pouvoir sans contre-pouvoirs : ni Sénat, ni le CESE. Les associations, les représentants des familles pourraient être un contre-pouvoir à côté du CESE.
- Ecouter ce qui est dit dans les débats : ex : les Etats généraux de Bioéthique ne sont pas pris en compte ; le Grand débat idem
- L'Etat ne doit pas vouloir tout gérer : ex : la loi sur la fessée ! Faire d'avantage confiance aux parents, aux familles sur certains sujets...
- Faire des formations à la parentalité
- Ne pas se servir de la famille pour créer des divisions avec des nouvelles réformes
- Démocratie et citoyenneté impossibles s'il n'y a pas une éducation à notre histoire : c'est le point de départ
- L'Education passe d'abord par la famille : les enfants que nous élevons seront les citoyens de demain : ne pas tout mettre dans les mains des parents qui doivent cependant prendre leur place dans cette éducation
- L'Education c'est aussi la laïcité : normalement, l'Etat est laïc  
Laïcité ne signifie pas : absence de religion, mais liberté de pratiquer sa religion dans le respect de chacun. Pas non plus d'expression excessive des religions
- Ne pas demander à l'école de prendre la place des parents sur l'éducation
- Agir sur le rôle des parents. Education à la parentalité
- L'école a tendance à orienter les enfants dans un sens : problème des programmes scolaires imposés. Exemple : l'éducation sexuelle
- Dans les écoles : pas de citoyenneté : ce sont les parents qui décident pour eux
- Education nationale : mot bien choisi ? mot trompeur...instruction ?
- Obligation de scolarité = l'Etat veut mettre la main sur les enfants
- Respecter l'éducation que les parents veulent donner à leurs enfants
- Scolarité à 3 ans : c'est une bonne chose car jusqu'à 6 ans, c'est la période de nombreuses acquisitions. Donc importance de cette scolarisation, notamment dans les quartiers difficiles : corpus de vocabulaire pas forcément donné en famille. Mais égalité, ne pas faire de discrimination. Enfants parfois enfermés dans leur famille, devant la Télé : des associations proposent de venir chercher des enfants dans les familles
- Pas d'accord sur l'école à 3 ans : d'autres systèmes sont possibles : crèche, halte-garderie.... ces enfants ont besoin d'être maternés et bénéficient alors d'un encadrant pour 6 enfants, au lieu d'un pour 25 à 30 à l'école

- Pour les enfants et familles d'adoption, les enfants handicapés, différents... refus de tout ce qui est obligatoire et structuré. Quand ils arrivent à 3 ans ils ne sont pas capables de vivre dans la classe. Et ceux qui arrivent de l'extérieur ne doivent pas être mis d'office dans une classe en fonction de leur âge : il faut des aménagements, des adaptations pour ces cas particuliers
- Illusoire de croire que l'école à 3 ans fasse monter le niveau de compétences
- Eviter les dérives d'endoctrinement : par ex, convaincre qu'une fille est semblable à un garçon, etc...
- Pour éduquer, il faut de la pédagogie : pas seulement une instruction mais une éducation...
- Il n'y a pas assez de cohérence entre l'Education nationale et ce que disent les parents
- Préconisation : aller et retour entre la famille et l'école : rencontres souhaitables
- Socialisation des enfants : l'école pas là pour instruire avant le CP qui est le lieu d'apprentissage de la lecture
- Formation des professeurs des écoles : mal adaptée, surveillance mal assurée
- Les Majeurs protégés doivent pouvoir participer à la vie de la société .Un rapport pour qu'ils puissent voter existe : certains souhaitent pouvoir voter

#### Sujets non traités :

- Tutelles
- Rapport entre les 2 chambres parlementaires
- Pas public et privé

### ⇒ Organisation de l'Etat et des services publics (vue par la famille)

- Il y a en France 5.480 millions agents de l'Etat
- Et 13 millions d'élèves fréquentent les écoles, collèges et lycées
- Santé : 20 millions de personnes passent chaque année dans le système de santé publique aux Urgences
- A quelle porte frapper quand on est simple citoyen ? CAF, mairie, Etat, CPAM, etc ... complexité pour les familles de s'y retrouver
- Mettre en place un dispositif d'accueil tout public
- Impact de la dématérialisation : trop de complexité des démarches, manque d'informations, de coordination. Et un certain nombre de citoyens n'ont pas de PC ou pas de compétence pour s'en servir...
- Mêmes difficultés pour les services de l'UDAF et administrations non coordonnées : parcours du combattant...
- Mille feuilles administratif : certaines personnes ne bénéficient pas des aides auxquelles elles ont droit, par méconnaissance
- Simplifier tous les Identifiants et mots de passe à mémoriser puisqu'il en faut un pour chaque service. Cependant, cela évite les croisements de données et assure une meilleure sécurité
- Les Fonctionnaires sont nombreux mais pas placés au bon endroit et notamment : pas de proximité .... Les remettre à portée géographique des citoyens
- Transport : trop de fermetures de gares, de point d'arrêts, de services publics, etc...

- Résoudre le problème de la mobilité pour diminuer le chômage
- Transport gratuit des trajets domicile-lieu de travail pour résoudre le problème de l'emploi. Service national de transport : plateforme multimodale, etc... Favoriser le transport au domicile
- Davantage de trains, cars, bus....
- Organisation de l'Etat avec l'UE : beaucoup de décisions sont influencées par l'UE : quelle est la marge de manœuvre dans le cadre de l'UE ?
- Aide Sociale à l'Enfance : aide jusqu'à 18 ans, puis après arrêt brusque de tout soutien. L'UDAF devrait travailler sur ce sujet, avec le département et avec les différents services pour améliorer cette situation. Le Budget en France pour les 300000 enfants qui profitent d'une protection est de 7.3 milliards en 2016
- 26 % des SDF viennent de l'ASE : situation inadmissible
- Ce sont des personnes à peine majeures non préparées à sortir de l'ASE et qui rentrent en tutelle
- La loi prévoyant un accompagnement n'est pas mise en place dans l'Oise, faute de moyens
- Les jeunes placés à l'ASE sont virés de l'ASE le jour de leurs 18 ans
- Les Jeunes migrants sont nombreux : ils représentent une bombe à retardement car ils sont livrés à eux-mêmes, sans ressource et ne connaissant pas le français
- La loi existe mais n'est pas mise en place : problème financier et on ne sait pas qui doit gérer quoi
- Ce problème est départemental
- Idem dans le monde handicap ; il y a une mauvaise prise en charge des handicapés : maltraitance, manque de moyens, de places, etc...
- L'hôpital pose problème : en particulier l'hôpital psychiatrique dans la gestion de la répartition et des sorties des patients

## ⇒ La fiscalité et les dépenses publiques

- Coût du service public : dans le coût, le public et le parapublic paient les fournitures avec la TVA et en contrepartie, ils reçoivent des subventions : s'il y avait une récupération de TVA, moins de subventions seraient nécessaires. Et les coûts de la santé baisseraient
- La TVA est injuste : impôt le plus injuste
- Un impôt direct sur tout type de revenus serait plus juste mais avec progressivité
- Avantage de la TVA : on fait ainsi payer sur les importations
- Défense d'une politique fiscale familiale horizontale et pas seulement verticale
- Diminuer la différence entre taux de travail masculin et féminin
- Effet de seuil sur la CSG : retraités
- Défense du quotient familial
- Ne pas trop taxer les revenus les plus importants, sinon risque de fuite à l'étranger
- Arrêter de payer la TVA qui s'ajoute à d'autres taxes, comme les produits pétroliers
- Retraite de réversion menacée : les femmes n'ont pas toujours une carrière complète. Cotisations perdues

- Prendre en compte la contribution des familles dans les retraites
- Les salaires sont plus ou moins bloqués depuis près de 40 ans, le gouvernement favorisant plutôt le capital
- Pas de grille de salaires pour les délégués mandataires judiciaires qui sont peu reconnus malgré une formation longue et exigeante, ... en particulier dans la Convention de 1966 inadaptée à ce métier : vrai problème de reconnaissance. Cela entraîne un problème de recrutement. Mettre en place un référentiel « métier »
- Modification des frais de gestion prélevés aux majeurs protégés...
- Nombreux services publics ont des appels payants : anormal...

## ⇒ La transition écologique

- Problème des voitures électriques : elles sont plus nombreuses, mais il n'y a pas assez de poste de recharge
- Problèmes des bus Macron nombreux et roulant à l'essence au détriment des trains
- Difficulté de mise en place du canal Nord Europe
- Taxer les transporteurs étrangers qui abîment nos routes et ne dépensent rien en France
- Faire apparaître les fonds européens dans les projets
- Pas de mise en avant de l'hydrogène : pourquoi ? difficultés techniques et sécuritaires....
- Recherches en cours sur l'atome, mais encore un long chemin...
- Ne pas vendre les barrages hydroélectriques : risques de perte de maîtrise des flux hydrauliques : régulation perdue